

Ruyer, Raymond, *Les nuisances idéologiques*, Calmann-Lévy, Paris, 1972.

John Hellman

Volume 6, numéro 4, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700626ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700626ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hellman, J. (1975). Compte rendu de [Ruyer, Raymond, *Les nuisances idéologiques*, Calmann-Lévy, Paris, 1972.] *Études internationales*, 6(4), 583–585.
<https://doi.org/10.7202/700626ar>

Toutefois et malgré ces reproches, ce livre contribue à éclairer de façon valable, non seulement ceux qui furent les adeptes enthousiastes du sionisme en Angleterre mais encore la stratégie conjuguée de Weizmann-Dugdale touchant cette épineuse question.

Robert H. KEYSERLINGK

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa*

RUYER, Raymond, *Les nuisances idéologiques*, Calmann-Lévy, Paris, 1972.

En France, une coupe de cheveux équivaut à une affirmation politique, et de la jaquette de ce livre, le professeur Ruyer jette un regard furieux avec ses cheveux courts et ses lèvres pincées, « pur et dur » (quoique légèrement myope...) de réalité, et cela se reflète tout au long de son ouvrage, qu'on pourrait interpréter comme le dernier coup de la foudre d'un universitaire provincial fort distingué de l'école ancienne contre la révolte inquiétante de Mai 1968. De l'extérieur, il est évident que l'auteur a très peu de sympathie pour la majorité des jeunes de France, pour leurs aspirations, leurs idéals, leur style de vie et leurs idées, et qu'il ne manifeste que du mépris pour les « maîtres » anciens tels Marcuse et Sartre, lesquels, il imagine, concentrent leurs efforts démagogiques directs sur cette même génération des dernières années.

Visant dans ce livre à diriger ses attaques contre les « épidémies idéologiques » qui sont « les pestes noires de notre temps » (p. 307), en fait, celui-ci accroît la fusillade dans cette guerre de générations que l'on constate dans les universités et lycées de France, et aussi dans l'Église française. Le grief principal qu'a le professeur Ruyer contre les idéologies contemporaines réside dans cette accusation de n'avoir que peu ou pas du tout de

respect pour la « vérité objective », pour une analyse réaliste, rationnelle et scientifique, pour les lois sociales, et parce qu'elles sont destructrices ; il apporte à ce propos un vaste échantillon d'illustrations et d'exemples d'aberrations irrationnelles et de leurs conséquences.

Mais que peut-il opposer en fait de lois sociales et de normes réalistes aux obscurcissements et au négativisme de ces idéologies ? Relativement au *sexe*, il note que la révolution sexuelle peut « objectivement » être envisagée comme une incitation au suicide de la race (p. 127). « La pilule semble devoir être, pour les Américains, beaucoup plus fatale que la bombe atomique ne l'a été pour les Japonais » (p. 130). Quant à la *situation féminine* : « Il y a quelque chose de pathétique lorsque les femmes... contre leur instinct de servantes de la vie sociale ordonnée et tranquillement créatrice, s'obligent à suivre les hommes... dans leurs pires insanités idéologiques... » (p. 135). « Profondément, les femmes sont indifférentes aux idéologies » (p. 136). « Mais leur place normale serait dans les Églises par lesquelles elles pourraient exprimer leur pouvoir moral... Un clergé catholique marié... n'aurait pas permis les zigzags idéologiques incohérents du catholicisme contemporain ? » (p. 136)

Comme on se doit de l'attendre, l'auteur défend la *famille*. « L'artisanat vital » de la société, l'unité dans laquelle la vie de l'homme « acquiert un sens » où l'homme « prend encore rôle, mais un rôle de roi... » (pp. 144-45)... (En France, ces jours-ci, lorsqu'un auteur défend la famille, il adopte lui-même une position politique tout autant qu'il le fait par sa coupe de cheveux.) Voilà ce qu'il dit des *révolutionnaires* : « La Révolution française a été faite par les hallucinés de la Raison-rejoignant-la-Nature... les jeunes contestataires – et aussi Sartre – ressemblent aux délires de la fièvre. » (p. 52) Et sur l'*éducation* : « On a déjà l'expérience des dégâts, équivalents à ceux d'une Grande

Guerre, produits... dans le domaine de l'éducation, aux É.-U. et ailleurs » (p. 88). M. Ruyer appuie ses opinions grâce à une documentation abondante et toute logique, mais il est difficile de comprendre comment un vaillant défenseur du rationalisme cartésien, un champion de l'analyse scientifique rigoureuse peut mettre de l'avant tant de généralisations telles que celles qu'il assimile aux « lois sociales » (à moins qu'elles soient les « lois sociales » de la présente génération de Français...) De plus en plus, l'auteur semble se profiler, à l'image de ses ancêtres intellectuels, Renan et Taine, comme un *idéologue anti-idéologue*...

Quelquefois, l'auteur maintient des positions qui se rapprochent des découvertes des hommes de science, particulièrement celles des œuvres de généticiens tel Arthur Jensen (pp. 97-99) mais il ne qualifie pas les recherches de Jensen comme faites scientifiquement, au cours de ses propres avancés, et ses conclusions personnelles, qui s'éloignent des écrits des généticiens controversés, sont indéfendables sinon inexistantes. Voici ce qu'un scientifique anti-idéologue pourrait affirmer de façon hautaine, par exemple, qu'« Il ne reste probablement plus rien du sang des Grecs antiques chez les habitants actuels de la Grèce, et bien peu de celui des Romains... chez les Italiens contemporains », ou que les différents taux de natalité entre les « pionniers sionistes » et les Juifs arabes en Israël sont « pour l'avenir d'Israël, bien plus grave(s) que l'hostilité armée du monde arabe » (p. 109) ?

La critique la plus importante du professeur Ruyer quant aux idéologies est contenue dans son analyse du « gauchisme » séculaire des institutions scolaires, des catholiques de gauche et des revues intellectuelles à la mode en France contemporaine. Il marque des points à la fois contre l'anti-intellectualisme de gauche et contre son inefficacité (après tout, nonobstant l'imagination et la rhétorique gauchiste française, quelle est la classe la-

borieuse la moins bien payée dans l'univers occidental, beaucoup ne recevant à peine que le salaire minimum de 1 000 F.F. par mois, sinon celle de France ?) Lorsque l'auteur délaisse la France et essaie de décrire l'évolution des idéologies dans le contexte historique général, vraiment il balbutie. Comme exemple, il imagine les États-Unis dévastés par les bombes atomiques du Dr Spock et la pilule, et s'étendant comme une vaste commune hippie. Qui pourrait prétendre à la survie du continent nord-américain quand on sait que les communes hippies sont caractérisées par « la misère, les maladies vénériennes, les hépatites, les abcès provoqués par les piqûres ? » (p. 142)

M. Ruyer propose (ironiquement ?) deux solutions contre les ravages des pestes noires de l'idéologie : 1) une *Commission des fraudes idéologiques* afin de condamner les plus dangereuses d'entre elles. (Cela semble quelque peu de la nature de l'Inquisition, aussi l'auteur insiste afin que ce soit « un bureau privé non officiel ». (Qui ne s'interrogerait pour savoir comment ce bureau jugerait le positivisme français ?) ; 2) le S.U.I.F. (salaire unifié inter-fonctionnaires). La société serait séparée entre un secteur des affaires, où les revenus seraient tirés conformément aux « lois » de l'économie de libre entreprise, et un secteur pour fonctionnaires – politiciens, élite culturelle et intellectuelle – qui recevraient un salaire égal, mais inférieur à celui de la classe laborieuse. (On peut encore se demander comment les fonctionnaires assumeraient leur rôle de « roi » de leur famille avec 1 000 F.F. par mois, et pourraient survivre à leurs épouses travaillant dans le premier secteur ?)

Tels sont conclusions, sagesse et conseils d'une génération de Français qui furent élevés dans un contexte difficile, qui menèrent leur famille avec fermeté, qui apprirent, depuis Maurras, à se méfier des Arabes, des Noirs, et des « Boches », et qui entrevirent la lourde menace peser sur la civilisation occidentale lorsque leurs

enfants érigèrent les barricades de mai 1968.

John HELLMAN

*Département d'histoire,
Université McGill*

Syz, John, *International Development Banks*, New York, Dobbs Ferry, New York and A. W. Sijthoff, Leiden, 1974, 296p.

Le présent ouvrage constitue la thèse de doctorat en droit économique international soutenue par Syz à Londres. Il analyse une dizaine de banques dont l'importance est fort variable : depuis la Banque Mondiale au capital de \$10 milliards jusqu'à la petite Banque centro-américaine pour l'Intégration économique (\$16 millions seulement) en passant par la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement... la Banque européenne d'investissement est incluse dans l'analyse bien que par sa nature elle soit sensiblement différente. Les aspects abordés sont les aspects institutionnels, les aspects légaux de la capitalisation des banques et de leurs opérations.

L'ouvrage est franchement insatisfaisant à tous points de vue. La méthode d'analyse est celle de l'analyse comparative des textes institutionnels et des documents officiels qui régissent les banques. Sur chaque question abordée, la personnalité légale, les privilèges et immunités, etc., l'auteur établit, chapitre après chapitre, paragraphe après paragraphe, les principes juridiques puis indique en quoi telle ou telle banque est différente des autres. Bien que le procédé puisse être justifié par des raisons de clarté ou de référence aisée, il est en fait extrêmement lassant pour le lecteur. Plus grave, il apparaît que la méthode est complètement incorrecte quand, après la lecture de quelques dizaines de pages, il est clair que le schéma est constamment le même. Le texte institutionnel

de base est la constitution de la Banque Mondiale : les autres institutions se sont largement inspirées du « modèle » avec quelques nuances.

Une méthode historique ou génétique aurait donc beaucoup mieux servi l'analyse. Il n'est pas sans intérêt de constater que les instruments de l'aide multilatérale utilisent les formes héritées des grandes institutions financières fondées après la dernière guerre mondiale. La Banque Mondiale - de son vrai nom « Banque internationale pour la reconstruction et le développement » - a été conçue comme un instrument de transferts de capitaux entre pays industrialisés. C'est plus tard qu'elle s'est tournée vers le Tiers-Monde. Sa constitution n'a d'ailleurs rien d'original elle-même puisqu'elle reprend en grande partie les textes du Fonds monétaire international (F.M.I.). La création postérieure de la Société financière internationale et de l'Association internationale pour le développement a cherché à pallier dans une certaine mesure les défauts de l'institution maîtresse. Si l'on fait une analyse historique et non une analyse de textes descriptive, on comprend alors la place prépondérante des États-Unis dans la plupart de ces institutions, symbolisée par la présence de M. McNamara à la tête de la *World Bank*. À une exception près (la Banque africaine de développement), un poids beaucoup plus grand est accordé aux contributions financières respectives qu'au principe de l'égalité dans l'allocation des voix aux différents pays-membres. Il y a d'ailleurs là une base de contradiction entre le statut d'agences spécialisées des Nations unies que possèdent les institutions du groupe de la Banque Mondiale et leurs politiques (voir le problème des prêts à l'Afrique du Sud).

Plus tard, dans les années soixante, la création de banques régionales de développement est un essai de solution des problèmes spécifiques du sous-développement. Mais ces banques ont toutes des tailles relativement modestes par rapport à la Banque Mondiale. D'autre part, la présence de